

Tchad / Analyse de Conflit

(Conflict snapshot)



Octobre 2025

Equipe de recherche :

Dr. Mouhamadou Djima Baranon, Spécialiste MEAL (*Monitoring, Evaluation, Accountability, and Learning*)



Le présent document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union Européenne (EU) et de l'Agence Française de Développement (AFD). Son contenu relève de la responsabilité exclusive de Search for Common Ground et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'UE ou de l'AFD.



Acronymes

- AGR** : Activité Génératrice de Revenu
- AFD** : Agence Française de Développement
- DUE** : Délégation de l'Union Européenne
- INSEED** : Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
- IRC** : International Rescue Committee
- RESPECCT** : Résilience Économique et Sociale des Populations de l'Est face aux Conflits et Changements Climatiques au Tchad
- SFCG** : Search for Common Ground
- TIC** : Technologies de l'Information et de la Communication

Table de Matière

Acronymes	3
Table de Matière	4
Résumé	6
CONTEXTE	6
RÉSULTATS CLÉS	6
1. CONTEXTE	9
Introduction	9
Présentation du programme	9
2. METHODOLOGIE	11
Objectifs de l'étude	11
Collecte des données et analyse	11
Profil sociodémographique des participants	13
Les Limitations	14
3. RESULTATS	16
3.1. Dynamique des conflits : aggravation des chocs climatiques et économiques	16
3.2. Perceptions des schémas saisonniers des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans l'Est du Tchad	17
3.3. Perceptions des tensions : Points de vue des communautés sur le conflit et l'impact de l'arrivée des réfugiés	19
3.4. Une stabilité globale malgré quelques signaux de changement : perceptions communautaires de l'évolution des conflits dans l'Est du Tchad	21
3.5. Sentiment de sécurité contrasté dans l'Est du Tchad : stabilité à Wadi-Fira et vulnérabilité à Ouaddaï et Sila	23
3.6. Perceptions communautaires du programme RESPECCT : Connaissance, satisfaction générale, risques perçus et opportunités d'amélioration	23
4. OPPORTUNITÉS POUR LA PAIX	26
4.1. Implication des communautés dans la gestion locale, le partage des ressources et le maintien de la paix : évolution 2024-2025	27
4.2. Une population jeune, résiliente et mobile	28
4.3. Exploiter le potentiel des femmes : Un moteur essentiel pour la transformation des communautés dans l'est du Tchad	29
5. CONCLUSION	32
6. RECOMMANDATIONS	32
ANNEXE	34

Résumé

La présente étude examine les dynamiques de conflits dans l'Est du Tchad (provinces de Wadi-Fira, Ouadda et Sila) dans le cadre du programme RESPECCT, financé par l'UE et l'AFD, et mis en œuvre par Concern Worldwide, IRC et Search. Il repose sur une collecte de données mixte (360 enquêtes quantitatives, 9 FGD et 11 KII) menée du 26 septembre au 13 octobre 2025 avec des participants, majoritairement agriculteurs (78%), résidents locaux (78,6%) et jeunes adultes (88,6%). L'analyse met en lumière l'aggravation des chocs climatiques (sécheresse 42,8%, famine 39,4%) et économiques (inflation), tout en notant une stabilité relative des tensions malgré des conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs (non violents pour 60%) et une moindre perception d'impact des réfugiés (59,4% affectés, en baisse vs 2024). Les communautés perçoivent une stabilité globale des conflits (68,5% sans nouveaux acteurs négatifs), avec un sentiment de sécurité élevé à Wadi-Fira (91,8%) mais faible à Ouadda et Sila. Le programme RESPECCT est largement connu (77% familiers) et satisfaisant (82% globalement), perçu comme sûr (92,9% sans risques), avec une progression notable vs 2024. Les opportunités incluent l'implication communautaire (61,7%), le potentiel des jeunes (chômage 18,5% INSEED) et des femmes (présentes dues à la migration masculine). Il est recommandé de:

- Former jeunes et femmes au leadership, AGR et résolution pacifique des conflits.
- Délimiter couloirs de transhumance, ajuster aides cash à l'inflation, renforcer comités de médiation.
- Intégrer genre et forums intercommunautaires, adapter aux disparités régionales pour maximiser résilience et paix.

CONTEXTE

Au cours des dernières décennies, la région orientale du Tchad a été profondément affectée par une succession de crises internes et externes, marquées notamment par les conflits récurrents au Soudan voisin, les tensions intercommunautaires et les effets du changement climatique. Ces dynamiques ont accentué la pression sur les ressources locales et provoqué d'importants déplacements de population. Dans ce contexte, le programme de **Résilience Économique et Sociale des Populations de l'Est face aux Conflits et Changements Climatiques au Tchad** (RESPECCT) intervient pour améliorer les conditions de vie et renforcer la résilience des communautés hôtes, des personnes déplacées internes, des réfugiés et des retournés dans les provinces du Ouaddaï, du Sila et du Wadi Fira.

À PROPOS DE L'ÉTUDE

Cette analyse des conflits est réalisée dans le cadre du programme RESPECCT. Elle a évalué l'impact du projet en lien avec les dynamiques de conflit dans l'est du Tchad, notamment entre les communautés agriculteurs, éleveurs et populations hôtes et déplacées. La collecte des données, menée **du 26 septembre au 13 octobre 2025, a inclus 475 participants**. Elle **comprenait 360 enquêtes quantitatives, ainsi que 9 discussions de groupe et 11 entretiens avec des informateurs clés** pour les données qualitatives. Les résultats montrent la continuité des enjeux liés aux changements climatiques, aux services sociaux de base (eau potable, santé, éducation, etc.), à la violence, la paix, les investissements et la légitimité institutionnelle. Des recommandations sont proposées pour renforcer la résilience des communautés face aux différentes crises qu'elles traversent.

RÉSULTATS CLÉS

Résultat #1	Résultat #2	Résultat #3
Dans l'ensemble des localités couvertes par le Programme RESPECCT, la combinaison de la sécheresse, de la famine et de l'inflation accroît les tensions communautaires et la vulnérabilité.	Des conflits entre agriculteurs et éleveurs sont majoritairement non violents, mais avec des foyers de violence identifiés dans les provinces de Sila et Wadi-Fira.	Les tensions entre populations hôtes et réfugiés se stabilisent en 2025, malgré un niveau d'affectation encore élevé, notamment dans le Ouaddaï.
Résultat #4	Résultat #5	Résultat #6
En 2025, la majorité des communautés de l'Est du Tchad ne perçoit ni l'émergence de nouveaux acteurs influents négatifs ni l'apparition de nouvelles causes de conflits, indiquant une continuité des dynamiques locales observées en 2024, à l'exception de quelques localités spécifiques, notamment Kounous, où l'implication de groupes de jeunes dans des actes de vol est signalée comme une nouvelle source de tensions.	Les perceptions de sécurité dans l'Est du Tchad sont fortement contrastées selon les provinces, avec un sentiment de sécurité très élevé à Wadi-Fira, tandis que le Sila et le Ouaddaï se distinguent par une insécurité perçue plus marquée.	En 2025, le programme RESPECCT est largement connu et bénéficie d'un haut niveau de satisfaction et de confiance dans l'ensemble des provinces de l'Est du Tchad, avec des résultats particulièrement élevés à Wadi-Fira, mais des marges d'amélioration persistantes à Ouaddaï et au Sila.

RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

#1: Renforcer la résilience des jeunes et la cohésion sociale en les formant au leadership et aux techniques de gestion pacifique des conflits - **Search for Common Ground**.

#2: Soutenir la structuration des groupements de femmes en vue de mutualiser leurs ressources et de générer des revenus durables, en mettant l'accent sur la formalisation de leurs coopératives, la gouvernance transparente, l'apprentissage de la gestion financière et de production, ainsi que la facilitation de l'accès aux opportunités de marché - **International Rescue Committee (IRC)**.

#3: Mettre en place des services ciblés pour les femmes et enfants (centres de santé, écoles, nouveaux points d'eau potable, services de soutien psychologique, etc.), afin de répondre aux besoins liés à l'absence prolongée des hommes et aux tensions domestiques - **Concern Worldwide, IRC et Autorités étatiques**.

#4: Délimiter clairement les couloirs de transhumance et organiser l'accès équitable aux points d'eau déjà existants pour prévenir les tensions entre agriculteurs et éleveurs - **Autorités étatiques et populations**.

#5: Ajuster régulièrement les montants distribués pour tenir compte des fluctuations des prix et des besoins réels des ménages - **International Rescue Committee (IRC)**.

#6: Organiser des forums réguliers impliquant hommes, femmes et jeunes pour promouvoir l'entente, la compréhension mutuelle et l'acceptation des initiatives du programme - **Search for Common Ground**.

#7: Intégrer la dimension genre dans toutes les interventions, en veillant à ce que les activités bénéficient équitablement aux hommes et aux femmes et qu'elles ne créent pas de tensions dans les ménages - **Concern, IRC et Search**.

#8: Développer des programmes adaptés aux spécificités régionales (Wadi-Fira, Ouaddaï, Sila) en tenant compte de la sécurité, de la mobilité et de l'accès aux ressources locales **Concern, IRC et Search**.

#9: Créer ou renforcer des comités de médiation avec des représentants des différentes communautés pour identifier et traiter rapidement les conflits naissants - **Search for Common Ground et OSC**.

1. CONTEXTE

Introduction

Au cours des dernières décennies, la partie orientale du Tchad a été marquée par de nombreux défis, notamment les crises récurrentes au Soudan voisin et les impacts croissants du changement climatique. Le récent conflit au Soudan a provoqué un afflux massif de déplacés dans la partie Est du Tchad, exerçant une pression accrue sur les ressources locales et risquant d'exacerber les tensions entre des communautés déjà confrontées à la pauvreté et au déplacement forcé. Cet afflux continue de surcharger les services essentiels et intensifie la concurrence pour des ressources limitées telles que l'eau, les terres arables et les pâturages. Parallèlement, le changement climatique aggrave la situation avec des sécheresses plus fréquentes, des précipitations irrégulières et des inondations qui menacent les moyens de subsistance des populations dépendantes de l'agriculture et de l'élevage, compromettant ainsi la sécurité alimentaire et augmentant la vulnérabilité des communautés locales.

Dans ce contexte complexe, une analyse des conflits a été menée pour évaluer l'impact du programme RESPECCT sur les conflits existants, mais aussi afin de comprendre comment ces dynamiques des conflits interagissent avec le programme, en vue d'adapter ses actions aux réalités locales suivant une approche sensible au conflit. Cette approche consiste à évaluer comment l'environnement conflictuel influence l'intervention et ses objectifs, tout en identifiant comment l'intervention peut non seulement s'appuyer sur les capacités locales pour une paix durable, mais aussi influencer positivement le contexte local et prévenir l'impact négatif. L'objectif est de maximiser ces effets bénéfiques et de renforcer l'impact des actions menées au niveau local. Cette deuxième analyse annuelle, qui s'appuie sur l'étude réalisée en 2023 et qui fait suite à celle de 2024, présente les résultats de la recherche menée dans les provinces de Wadi Fira, Ouaddaï et Sila. Elle fait le lien entre les dynamiques locales de conflits et les activités du programme RESPECCT d'avril à septembre 2025. Cette analyse se concentre sur l'évolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs, les tensions entre les populations locales et les personnes déplacées (anciens et nouveaux réfugiés), ainsi que les perceptions communautaires sur les activités du programme RESPECCT. Elle met en lumière des thèmes clés tels que la violence, le pouvoir d'agir, les investissements pour la paix et la confiance dans les institutions, identifie les risques et opportunités émergents et propose des recommandations pour renforcer la résilience des communautés face aux crises en cours.

Les dynamiques conflictuelles observées dans la région trouvent leurs racines dans des facteurs socio-économiques et environnementaux complexes, amplifiés par la croissance démographique et la pression sur les ressources. Les tensions entre communautés locales et réfugiés s'intensifient notamment autour de l'exploitation du bois de chauffage, les premières accusant souvent les secondes de prélèvements excessifs. Cette situation est d'autant plus critique que la concurrence pour l'accès aux terres cultivables, essentielles à la survie des ménages autochtones comme déplacés, s'accroît. Par ailleurs, la faiblesse de l'accès aux services de base, en particulier à l'eau, accentue les frustrations et attise les ressentiments entre groupes. Sur le plan social, la multiplication des violences domestiques et sexuelles, aggravées par le contexte de crise, renforce la vulnérabilité des femmes et des filles. À ces facteurs s'ajoutent la recrudescence des vols, agressions armées et autres actes criminels, qui contribuent à un climat général d'insécurité et de méfiance au sein des communautés.

Présentation du programme

Le programme **RESPECCT** vise à améliorer les conditions de vie et à favoriser la résilience des populations autochtones et des personnes déplacées (réfugiées et retournées) dans les zones d'accueil, à travers un appui au développement local inclusif. Le but étant de minimiser les

facteurs qui favorisent les tensions entre les communautés et l'accroissement des déplacements forcés. Le programme est mis en œuvre par le consortium constitué de **Concern Worldwide, International Rescue Committee (IRC) et Search for Common Ground (SFCG)** dans trois provinces de l'Est du Tchad : Sila, Ouaddaï et Wadi Fira. Le programme est cofinancé par la **Délégation de l'Union Européenne (DUE) et l'Agence française de développement (AFD)** pour une période de 5 ans (**février 2023 - janvier 2028**).

2. METHODOLOGIE

Objectifs de l'étude

Un instantané de conflit est une approche de recherche rapide utilisée par SFCG pour :

- Fournir des données en temps réel sur les dynamiques de conflit identifiées dans une analyse précédente.
- Suivre les tendances et les expériences d'un groupe spécifique
- Planifier des ajustements immédiats du programme et des réponses sensibles aux conflits.

Compte tenu des événements récents survenus dans les zones d'intervention et des activités de programme en cours qui ont la potentialité d'influencer la dynamique des conflits, cette analyse vise à évaluer la nature évolutive des conflits et des efforts de paix dans les zones de programme. L'objectif est d'acquérir une compréhension plus profonde de ces dynamiques afin d'informer les ajustements nécessaires au programme RESPECCT. En identifiant les changements clés dans les schémas de conflit et l'impact de nos interventions, cette analyse guidera le programme dans l'adaptation de ses stratégies afin de mieux soutenir la résilience locale et de répondre efficacement aux défis émergents.

Pour rappel, notre étude s'était fixée comme questions de recherche suivantes :

1. Quels événements (sociaux, politiques, économiques, environnementaux et culturels) récents ou potentiels ont influencé ou risquent d'influencer la dynamique des conflits et les initiatives de consolidation de la paix dans la région ? Comment ces événements ont-ils affecté les populations, et plus particulièrement les jeunes, les femmes et les enfants ?
2. Comment la dynamique de conflits et les efforts de paix identifiés ont-ils évolué ? Y a-t-il des conflits nouveaux qui ont émergé depuis le conflit snapshot de 2024 ? Quels ajustements sont nécessaires pour le programme RESPECCT ?

Collecte des données et analyse

L'étude, **réalisée du 26 septembre au 13 octobre 2025**, a mobilisé un total de **27 enquêteurs locaux** répartis entre les trois provinces d'intervention : **8 à Wadi Fira, 10 à Ouaddaï et 9 à Sila**. Ces effectifs ont tenu compte du nombre de répondants à enquêter par province ainsi que des distances des lieux de formation vers les villages où s'est déroulée la collecte de données. Avant leur déploiement sur le terrain, ces enquêteurs ont bénéficié d'une **formation intensive** axée sur les **méthodes de recherche**, la **sensibilité aux conflits** ainsi que les **principes éthiques** liés à la conduite d'enquêtes sociales.

Les données présentées dans ce rapport proviennent d'une **approche méthodologique mixte**, combinant à la fois des **approches quantitatives** et **qualitatives**. Comme le montre le tableau ci-dessous, au total, **360 enquêtes individuelles** ont été réalisées, complétées par **9 groupes de discussion** et **11 entretiens avec des informateurs clés**.

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par province

Province	Sondage	Nombre KII	Nombre FGD
Wadi Fira	99	3	2
Ouaddaï	140	5	4
Sila	121	3	3

Province	Sondage	Nombre KII	Nombre FGD
Total	360	11	9

Ces informations offrent une vision approfondie et nuancée des **perceptions et expériences des communautés d'accueil**, permettant de mieux comprendre leurs dynamiques internes, leurs besoins prioritaires et leurs relations avec les autres groupes présents dans la région.

La collecte de données a eu lieu dans des zones diverses que sont :

- **Province de Wadi Fira** : Iriba, Tandakouna et Dimissi
- **Province du Ouaddai** : Hadjer Hadid, Djilim et Sira
- **Province de Sila** : Goz Beida, Kounous, Bering Bering

Pour cette collecte de données, toutes les composantes sociales (hommes, femmes, jeunes, adultes, personnes vivant avec un handicap, réfugiés/PDI, autorités, etc.) ont été incluses, ce qui garantit une approche multi-partiale et permet d'avoir une compréhension profonde des dynamiques.

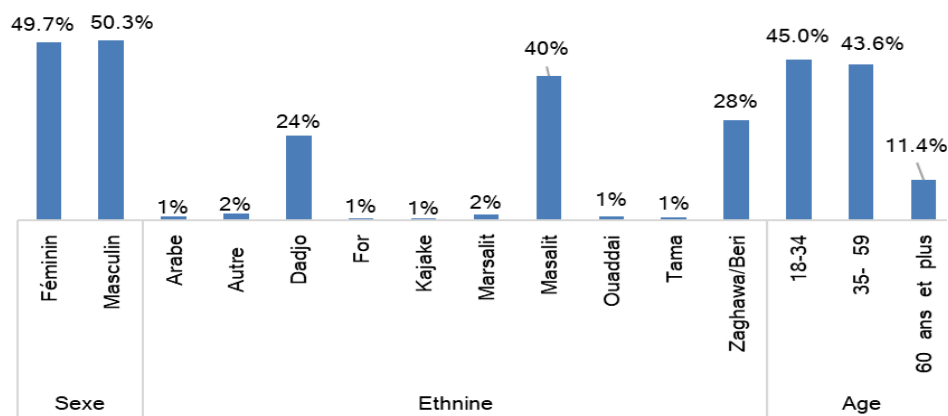
En outre, pour l'analyse quantitative des données collectées, nous avons utilisé Kobotoolbox¹ pour recueillir les données de l'étude grâce aux tablettes. Ces données ont ensuite été récupérées et organisées dans Microsoft Excel. Excel a facilité le nettoyage et l'analyse de base des données quantitatives, tandis que STATA a été utilisé pour une analyse quantitative plus avancée. Les données qualitatives, collectées par le biais de groupes de discussion et d'entretiens avec des informateurs clés, ont été enregistrées et transcrites directement dans Microsoft Word, puis analysées à l'aide du logiciel NVivo². Cet outil nous a permis d'effectuer une analyse thématique approfondie, d'identifier et d'interpréter des modèles et des thèmes clés des données qualitatives. Notre approche a permis une analyse complète et intégrée des aspects quantitatifs et qualitatifs de la recherche. Le rapport a été enrichi par l'intégration de données secondaires provenant de rapports institutionnels, d'articles scientifiques et de résultats d'études régionales. Il s'appuie également sur les analyses des dynamiques de conflits réalisées dans la même région en 2023 et 2024, afin d'assurer une cohérence analytique et de mieux contextualiser les tendances observées au cours de cette phase d'étude.

Profil sociodémographique des participants

Le graphique ci-dessus présente la répartition des **360 personnes interrogées** (sondage) selon le sexe, l'ethnie, le statut dans la société, l'âge et l'occupation principale.

¹ <https://kf.kobotoolbox.org/>

² <https://lumivero.com/products/nvivo/>



De ces **360 personnes** qui ont participé à l'enquête ménage, **179 sont des femmes (49,7 %) et 181 des hommes (50,3 %)**. Parmi les personnes interrogées, la majorité est constituée de **résidents locaux (78,6 %)**. Ils sont suivis par des **réfugiés anciens (8,1 %)**, des **retournés anciens (6,1 %)**, des **réfugiés nouveaux (4,7 %)**. La répartition ethnique des participants à l'étude montre une prédominance du groupe **Masalit (40 %)**, suivie des **Zaghawa (28 %)** et des **Dadjo (24 %)**, tandis que les autres groupes ethniques représentent chacun une proportion marginale (entre 1 % et 2 %). La majorité des participants à l'étude sont des personnes âgées de **18 à 34 ans (45,0 %)** et de **35 à 59 ans (43,6 %)**, représentant ensemble **88,6 %** de l'échantillon, ce qui traduit une population essentiellement active. Sur le plan professionnel, la grande majorité exerce dans **l'agriculture (77,5 %)**, tandis que les autres secteurs comme le commerce, l'élevage, l'artisanat ou le salariat (**0,3%**) demeurent faiblement représentés.

Au total, 447 personnes ont été consultées dans le cadre de cette étude. Onze (11) entretiens individuels (KII) ont été menés avec des autorités administratives, des autorités coutumières, des représentants d'organisations de la société civile, des représentants de réfugiés, des représentantes de femmes, des représentants de jeunes. Par ailleurs, **neuf (09) groupes de discussion** ont été organisés, les participants ayant été mobilisés en fonction de leur sexe et de leur statut dans la communauté (réfugiés, autochtones), avec l'objectif d'être le plus inclusif possible. Les entretiens ont été réalisés par les enquêteurs les plus expérimentés, sous la coordination rapprochée du spécialiste MEAL. Les personnes interrogées proviennent des villages suivants :

- Wadi Fira: Iriba (Département), village de Tandakouna (environ 2 km du camp de réfugiés d'Amnaback); village de Dimissi (environ 3 km du camp de Toloum),
- Ouaddai : Hadjer Hadid (Sous-préfecture), village de Djilim (environ 10 km du camp d'Arkoum); le village Sira (10 km du camp de Bredjing)
- Sila: Goz Beida (Chef lieu de province), village de Bering Bering ; village de Kounous (environ 3 km du camp de Goz Amir).

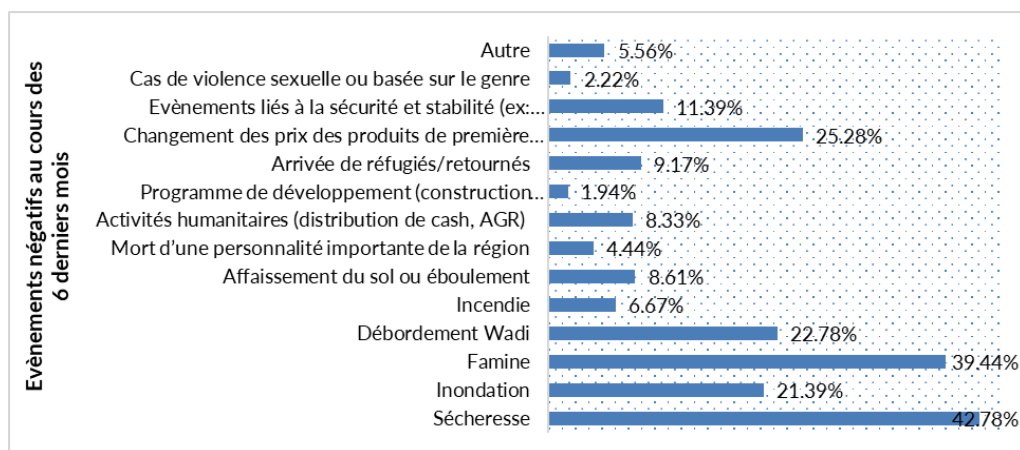
Les Limitations

Il convient de souligner que le présent Conflict Snapshot tire des enseignements des limites identifiées dans l'édition de 2024, dans le but de corriger certaines insuffisances et d'améliorer la qualité et la profondeur de l'analyse réalisée en 2025. En dépit de cela, les limites de la présente étude sont présentées dans le tableau ci-dessous.

LIMITATIONS		MESURE DE MITIGATION	
<p>Faible niveau de Français de certains enquêteurs</p>	<p>» En réponse aux observations relatives au recrutement des enquêteurs du conflict snapshot de 2024, celui de cette année a impliqué les autorités locales dans la sélection. Cela garantissait la représentativité des différents groupes (ethniques, etc.). Toutefois, certains enquêteurs (4 au total) avaient un niveau très faible en français.</p>	<p>Face à cette situation, nous avons dû associer les enquêteurs n'ayant pas un bon niveau à ceux qui l'ont. Ils ont donc aidé à mobiliser les participants (notamment pour les focus group), à faire le point continu du nombre de personnes enquêtées selon le sexe.</p>	<ul style="list-style-type: none"> » Renforcer les critères de recrutement en exigeant un niveau minimum en français pour tous les enquêteurs, tout en maintenant l'implication des autorités locales afin d'assurer la représentativité communautaire et limiter les frustrations. » Traduire les outils de collecte de données en langues locales » Réviser le niveau de langue des questionnaires afin de les formuler en français simplifié et plus accessible, pour faciliter la compréhension et la collecte des données par tous les enquêteurs.
<p>Absence remarquable des éleveurs lors de la phase de collecte de données</p>	<p>» La majorité des répondants étaient des agriculteurs, car de nombreux éleveurs étaient absents, partis en transhumance à la recherche de pâturages. Cette situation a restreint la prise en compte des perspectives des communautés nomades, ce qui pourrait entraîner une compréhension partielle des dynamiques locales et donner l'impression que le programme profite davantage aux agriculteurs.</p>	<p>Révision du calendrier de la collecte de données en l'adaptant au temps et à la mobilité pour une représentation inclusive</p>	<p>» Pour surmonter cette limitation, les prochaines collectes de données devraient être planifiées pendant les périodes où les éleveurs sont généralement présents dans les villages (entre juin et septembre), ou recourir à des approches alternatives, telles que les enquêtes mobiles, afin d'inclure les communautés nomades durant leurs déplacements.</p>

3. RESULTATS

3.1. Dynamique des conflits : aggravation des chocs climatiques et économiques



Les résultats du conflit snapshot de 2025 montrent une

intensification des chocs affectant les communautés de l'Est du Tchad, avec une prédominance des **aléas climatiques et économiques**. La **sécheresse (42,78 %)** se positionne comme le principal facteur ayant eu un impact négatif sur les populations, suivie de près par la **famine (39,44 %)**. « *Les principales causes des conflits sont souvent l'accès aux ressources naturelles et le partage. ..., il n'y a pas assez de terres pour cultiver, il n'y a pas assez de points d'eau, ...* » **FGD femmes, Djilim, septembre 2025**. « *... il n'y a plus assez de terres cultivables, la famine augmente, l'insécurité galope et la vie devient plus chère dans notre village.* » **Un Chef de village, septembre 2025**. Ces phénomènes sont intimement liés et traduisent la fragilité croissante des moyens d'existence dépendants de l'agriculture pluviale et de l'élevage. En plus de créer des conflits, ces aléas climatiques augmentent particulièrement la vulnérabilité de certaines couches de la société comme le soulignent ces extraits : « *... Les groupes de femmes et d'enfants sont affectés car ce sont eux qui s'occupent de la recherche du bois de chauffe et de l'eau au puits.* » **FDG femmes Réfugiées de Dimissi, septembre 2025**. « *Les groupes au sein de notre communauté les plus vulnérables aux impacts des conflits et aux effets du changement climatique sont le plus souvent les personnes du troisième âge, les enfants, les femmes enceintes à cause de leur faible capacité à se déplacer et à faire face aux difficultés.* » **FGD femmes, Djilim, septembre 2025**.

En parallèle, l'analyse fait ressortir une **montée des risques hydrologiques**, avec **21,39 %** des répondants ayant mentionné des **inondations** et **22,78 %** des **débordements de wadi**³ (cours d'eau) parmi les événements récents. Ces phénomènes, nouveaux ou accentués en 2025, traduisent une **variabilité climatique extrême**, caractérisée par l'alternance entre périodes de sécheresse sévère et pluies torrentielles. Sur le plan économique, **25,28 %** des enquêtés signalent la **hausse des prix des produits de première nécessité** comme un facteur aggravant de leur vulnérabilité, soulignant la détérioration du pouvoir d'achat des ménages et la pression croissante sur les marchés locaux. Les **événements liés à l'insécurité et à la stabilité** (11,39 %), les **arrivées de réfugiés ou retournés** (9,17 %) et les **incendies** (6,67 %) témoignent également d'un environnement social fragile, où les tensions communautaires et la précarité économique se combinent. Ces propos illustrent bien cet état de choses : « *Selon moi, les conflits sont dus au fait que le nombre de population augmente autour du camp de réfugiés et que les points d'eau sont insuffisants pour abreuver les animaux et en même temps servir les hommes...* » **FDG femmes Réfugiées de Dimissi, septembre 2025**.

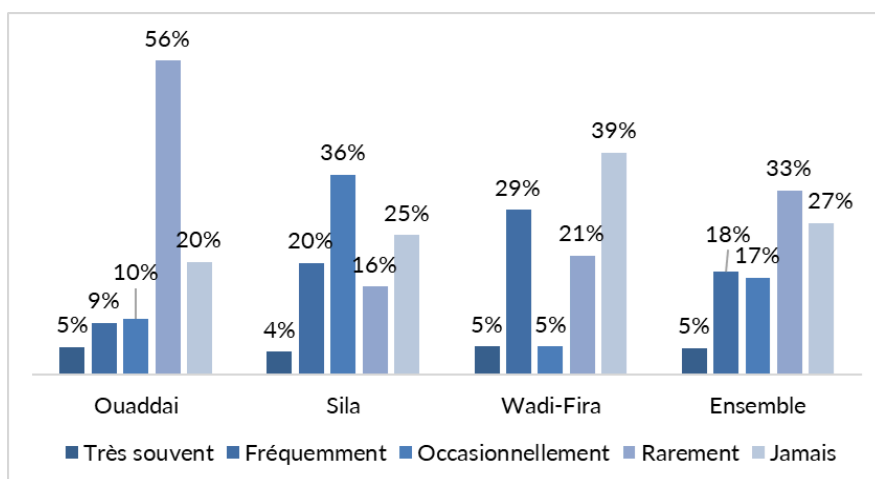
³ Wadi : Il s'agit d'une appellation locale des cours d'eau par les populations

De façon plus marginale, les **affaissements de sol (8,61 %)**, les **activités humanitaires mal perçues (8,33 %)** et les **cas de violences basées sur le genre (2,22 %)** traduisent la complexité des dynamiques locales et les effets parfois ambigus des interventions externes.

Comparativement à 2024, les mêmes types de crises (famine, sécheresse, inflation et arrivée de déplacés) étaient déjà identifiés, mais leur intensité et leur combinaison en 2025 montrent une aggravation des conditions de vie. La comparaison avec 2023 confirme que les menaces structurelles (changements climatiques, dégradation de l'environnement, conflits intercommunautaires) se sont transformées en crises vécues au quotidien, amplifiant l'insécurité alimentaire, économique et sociale.

Pour ce qui est des **événements à impact positif**, les **activités humanitaires** (distribution de cash, vivres et non vivres) dominent largement la perception des communautés avec **67,5 %**, marquant une forte augmentation par rapport à 2024 (**29,2 %**). Les **programmes de développement**, tels que la construction d'infrastructures et le balisage de corridors de transhumance, restent également perçus positivement (**10,56 %** en 2025 contre **7,1 %** en 2024). Il est important de noter qu'il **n'y a pas eu d'élection en 2025**, ce qui explique l'absence de perception positive liée aux événements politiques, alors qu'en 2024, l'élection présidentielle et la campagne électorale avaient été jugées bénéfiques par les communautés.

3.2. Perceptions des schémas saisonniers des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans l'Est du Tchad

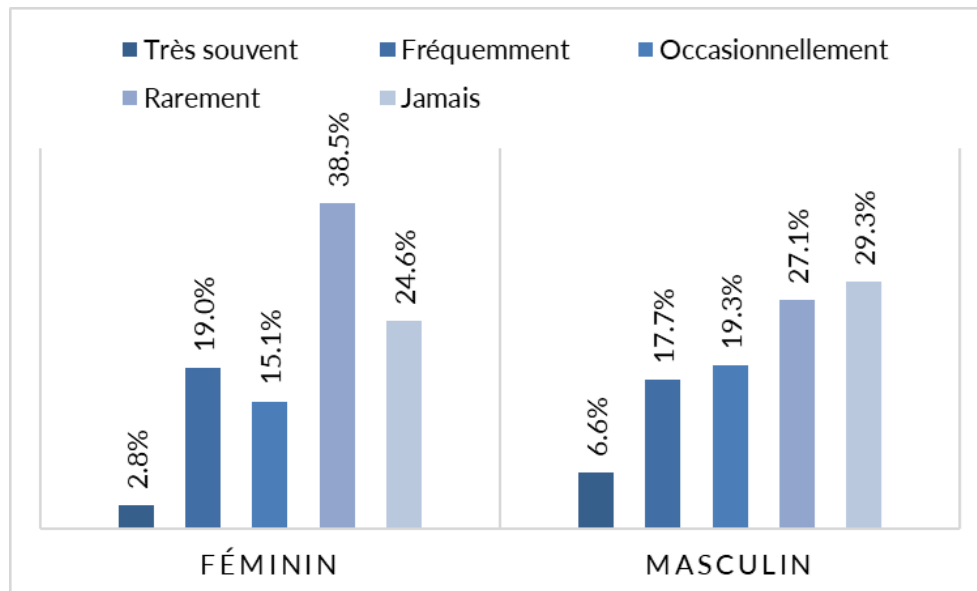


En 2025, la perception générale des répondants concernant la fréquence des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans l'est du Tchad indique que **5 %** les considèrent très fréquents, **18 %** fréquents, **17 %** occasionnels. Ainsi, environ un tiers

des populations interrogées perçoit ces conflits comme récurrents, soulignant une présence notable de tensions entre ces groupes, même si la majorité des répondants les juge rares ou inexistantes. Les propos de ce chef de village sont une illustration de cet état de choses : « ..., les conflits les plus signalés dans notre village sont les conflits entre agriculteurs et éleveurs, les conflits intercommunautaires relatifs aux ressources naturelles, notamment les points d'eau, le pâturage. Ces conflits sont très récurrents. » **Chef d'un village au Ouaddaï, septembre 2025.**

L'analyse par province révèle des **disparités importantes**. À **Ouaddaï**, les conflits sont perçus comme très fréquents par **5 %**, fréquents par **9 %** et occasionnels par **10 %**, suggérant une occurrence modérée dans cette province. En **Sila**, la perception de fréquence est plus élevée, avec **4 % très fréquents, 20 % fréquents et 36 % occasionnels**, ce qui montre une exposition plus régulière aux conflits. À **Wadi-Fira**, la proportion de conflits perçus comme fréquents est particulièrement notable : **5 % très fréquents, 29 % fréquents et 5 % occasionnels**, indiquant que les tensions sont perçues comme plus intenses et concentrées dans certaines zones.

Comparée à 2024, où une bonne partie des populations percevaient les conflits comme occasionnels (31,7%), la perception en 2025 met en évidence une légère augmentation, notamment dans les provinces de Sila et de Wadi-Fira. Ces tendances soulignent la nécessité de renforcer les mécanismes de prévention et de gestion des conflits pour limiter les tensions entre agriculteurs et éleveurs.



Par ailleurs, les perceptions relatives à la fréquence des **conflits entre agriculteurs et éleveurs diffèrent selon le sexe**. Les hommes semblent percevoir ces conflits comme **plus fréquents** que les femmes : **25,9 % des hommes** rapportent qu'ils se produisent fréquemment contre seulement **17,9 % des femmes**. **Ces perceptions différenciées par sexe mettent en évidence la nécessité d'intégrer la dimension genre dans les activités du projet**. Dans le contexte actuel de mise en œuvre, cela implique d'adapter les interventions de prévention et de gestion des conflits pour qu'elles tiennent compte des expériences spécifiques des hommes et des femmes, en particulier en ce qui concerne l'accès et l'usage des ressources naturelles telles que la terre et l'eau.

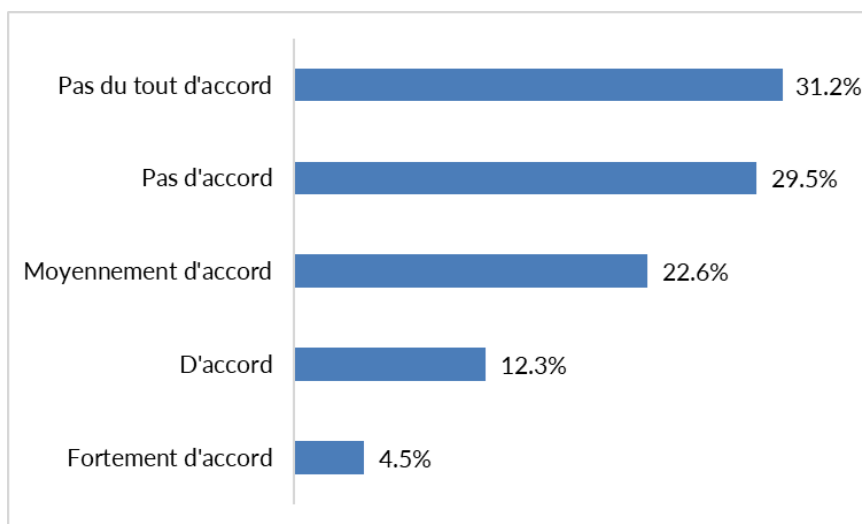
En outre, l'analyse de la **nature des conflits entre agriculteurs et éleveurs** au cours des six derniers mois montre que, selon les perceptions des répondants, **la majorité des conflits ne sont pas considérés comme violents**. En effet, **46,2 %** des répondants estiment que ces conflits ne sont « pas violents », et **13,8 %** les qualifient de « pas du tout violents ». Cependant, près d'un tiers des répondants perçoit les conflits comme comportant un certain degré de violence : **15,9 %** les jugent « plus ou moins violents », **14,5 %** « violents » et **9,7 %** « très violents ». Cette répartition indique que, même si la majorité des situations restent modérées, une proportion significative des conflits présente un risque réel pour la sécurité et la cohésion communautaire. **Ces résultats soulignent l'importance de maintenir et de renforcer les mécanismes de prévention et de gestion des conflits**, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Il est crucial de **cibler les zones et contextes où les conflits tendent à devenir violents (notamment Kounous : 42%, Djilim : 29%)**, afin de réduire l'impact sur les communautés et de protéger les ressources essentielles telles que la terre et l'eau. **Une approche proactive, combinant médiation, sensibilisation et aménagement durable des ressources, reste indispensable pour limiter l'escalade des tensions et renforcer la résilience des communautés locales.**

L'analyse des causes des conflits révèle que **la majorité des tensions sont liées aux dégâts causés aux cultures par le bétail**, citée par **59,3 %** des répondants. Cette observation confirme que l'interaction entre pratiques agricoles et parcours d'élevage constitue le principal

point de friction dans la région. Viennent ensuite **la délimitation des couloirs de transhumance (19,3 %)** et **l'accès aux points d'eau (10,3 %)**, deux facteurs essentiels qui reflètent les pressions sur les ressources naturelles et la compétition pour leur usage. Les conflits liés au **vol de bétail** représentent **4,8 %**, tandis que d'autres causes diverses sont mentionnées par **6,2 %** des répondants. Ces résultats indiquent que **les conflits sont majoritairement d'ordre matériel et liés à l'utilisation des ressources**, plutôt que motivés par des différends personnels ou idéologiques. Cela souligne la nécessité de **mécanismes de gestion durable des terres et de l'eau**, de **délimitation claire des parcours de transhumance** et de **sensibilisation des communautés à la cohabitation pacifique**. **En intégrant ces actions dans le projet déjà en phase de mise en œuvre, il est possible de réduire significativement les tensions et d'améliorer la sécurité alimentaire et la cohésion sociale.**

3.3. Perceptions des tensions : Points de vue des communautés sur le conflit et l'impact de l'arrivée des réfugiés

Globalement, moins d'un tiers des répondants perçoivent une augmentation significative des tensions entre populations locales et personnes déplacées ou réfugiées au cours des six derniers mois. Plus précisément, seulement 4,5 % sont fortement d'accord et 12,3 % sont



d'accord pour indiquer que les tensions se sont accentuées, tandis qu'un peu plus d'un cinquième (22,6 %) exprime un accord modéré. En revanche, **60,7 % des répondants** (29,5 % pas d'accord + 31,2 % pas du tout d'accord) estiment que **les tensions n'ont pas augmenté**, reflétant une perception majoritairement stable de la cohabitation entre

populations locales et déplacés. L'arrivée des réfugiés contribue dans certaines localités à des opportunités économiques comme le souligne cet extrait : « *Les déplacés et les migrants ont contribué aux achats des articles au marché et cela a augmenté le revenu des commerçants. D'autres venus sont des bandits, des voleurs qui sont des semeurs de troubles dans la localité.* »

FGD, Kounouss, septembre 2025. Cette situation suggère que, bien que certains foyers de tension puissent exister, **la majorité des communautés perçoivent une coexistence relativement pacifique**. Il reste néanmoins important de maintenir des **actions de médiation et d'intégration**, notamment dans les zones d'accueil où les ressources sont limitées, afin de prévenir toute escalade future car la présence des réfugiés constitue pour certains autochtones un poids et leur met de la pression, notamment par rapport aux ressources naturelles disponibles. Cet extrait d'un représentant des jeunes en donne quelques détails : « *L'accès aux ressources est limité car nous n'avons pas assez de terres cultivables, mais le peu que nous partageons avec les nouveaux groupes (réfugiés, déplacés et retournés) ne suffit pas et pour récupérer nos terres et labourer la division et la haine naissent.* » **Un Président des jeunes,**

septembre 2025.

Par ailleurs, contrairement à 2024, où **plus de la moitié des répondants (52,3 %) percevaient une augmentation des tensions** entre la population locale et les personnes déplacées, en 2025, on note **des progrès notables**. Les résultats de l'étude montrent que la majorité des répondants considère que les tensions n'ont pas augmenté, ce qui reflète **un impact positif du programme RESPECCT**. Cette amélioration suggère que les interventions en matière de dialogue intercommunautaire, de médiation locale et de sensibilisation à la gestion pacifique des ressources commencent à porter leurs fruits, contribuant à **réduire les conflits et à renforcer la cohésion sociale** dans les communautés. «*Les activités du programme RESPECCT ont contribué à réduire les conflits existants ... ce programme nous donne la parole, nous écoute et il prend en compte nos points de vue. ... Ces activités répondent à nos besoins prioritaires tels que la nourriture, les frais médicaux, les soins pour notre bétail, la scolarisation de nos enfants.*» **FGD femmes Djilim, octobre 2025.**

Les perceptions des communautés de l'Est du Tchad sur l'impact de la crise actuelle demeurent contrastées, mais révèlent une stabilité relative du sentiment d'affectation par rapport à 2024. Sur l'ensemble des répondants, près de 30 % se déclarent *très affectés* (29,4 % exactement), tandis que 30 % supplémentaires se disent *affectés*. Autrement dit, près de 6 personnes sur 10 (59,4 %) reconnaissent encore un impact significatif de la crise sur leur vie quotidienne. «*Les migrations et déplacements ont des effets sur la vulnérabilité des individus au sein de la communauté. On peut citer entre autres, les taux de chômage élevés, le coût de la vie élevé, le manque de nourriture, la destruction massive des arbres, ce qui accélère la vulnérabilité des groupes et des personnes dans notre localité*». Certaines communautés autochtones se sentent moins écoutées que les réfugiés arrivés chez elles : «*Les autochtones sont moins privilégiés, car avec l'arrivée des réfugiés, ils sont marginalisés au détriment de ces derniers et ne reçoivent pas les mêmes assistances de la part des ONG.*» **Un Chef de village, septembre 2025.** En outre, il s'agit d'une situation qui fragilise les victimes elles-mêmes comme le soulignent ces femmes réfugiées de Dimissi : «*le non accès à l'éducation et le traumatisme lié au conflit et à la séparation avec les membres de nos familles sont autant de choses qui pèsent sur nous tous les jours.*» **FGD femmes réfugiées, Dimissi, septembre 2025.**

Cependant, la **distribution géographique** montre des disparités notables :

- **Ouadaï** concentre la plus forte proportion de personnes *très affectées* (**35 %**) — une situation cohérente avec sa **proximité immédiate avec la frontière soudanaise** et les **flux massifs de réfugiés** enregistrés dans cette région.
- **Sila**, quant à elle, présente une perception plus mitigée, avec un équilibre entre les personnes *affectées* (40,5 %) et *moyennement affectées* (10,7 %), traduisant peut-être une **résilience communautaire plus affirmée** ou une **meilleure intégration des déplacés**.
- En revanche, dans le **Wadi Fira**, la part de répondants déclarant être *pas du tout affectés* ou *légèrement affectés* atteint **près de la moitié des enquêtés (49,5 %)**, indiquant une **moindre exposition directe (relative) à la crise soudanaise**.

Comparativement à **2024**, où 76,6 % des personnes interrogées avaient déclaré être affectées par la crise humanitaire et les nouveaux réfugiés (contre 52 % en 2023), les données de 2025 semblent indiquer une **stabilisation, voire un léger recul de la perception d'affectation**. Cette évolution peut s'expliquer par :

- Une **meilleure adaptation communautaire** face à la présence prolongée des réfugiés ;
- L'**implication accrue des autorités locales et des acteurs humanitaires** dans la

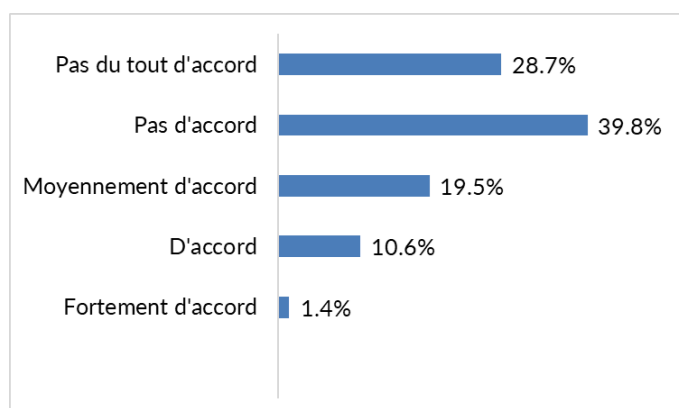
gestion de la crise ;

- Et dans certains cas, une **fatigue de la crise** qui conduit à une **normalisation des difficultés** dans le discours social.

Malgré cette évolution, les témoignages confirment que **l'impact psychosocial, économique et sécuritaire demeure tangible**, notamment dans les zones frontalières directes. Le maintien d'un niveau élevé d'affectation souligne la **nécessité de renforcer les interventions de cohésion sociale et d'appui aux communautés hôtes**, en particulier dans le Ouaddaï où la pression reste forte.

Cette comparaison souligne que bien que la crise continue d'avoir un impact important, les actions menées dans le cadre de RESPECCT semblent contribuer à limiter l'aggravation de ses effets sur les communautés. Pour le programme RESPECCT, ces résultats confirment la **nécessité de poursuivre et d'intensifier les stratégies de soutien**, en mettant l'accent sur la résilience des communautés et l'adaptation rapide aux besoins émergents. Des interventions flexibles telles que **la réalisation de forages, la construction de barrages et puits, l'aménagement de marchés, l'électrification, et l'amélioration des infrastructures de santé** sont cruciales pour répondre efficacement aux pressions croissantes sur les ressources, la cohésion sociale et l'accès aux services de base.

3.4. Une stabilité globale malgré quelques signaux de changement : perceptions communautaires de l'évolution des conflits dans l'Est du Tchad



En 2025, les données de l'étude révèlent que **la majorité des répondants (68,5 %)** ne perçoivent pas l'apparition de nouveaux acteurs influents négatifs dans les conflits au sein de leur communauté. Plus précisément, **39,8 %** se déclarent « pas d'accord » et **28,7 %** « pas du tout d'accord » avec cette affirmation. Seule une **minorité de 12 %** (« d'accord » ou « fortement d'accord ») estime que de tels acteurs ont

émergé, tandis que **19,5 %** adoptent une position intermédiaire (« moyennement d'accord »). Cette tendance traduit une **perception dominante de stabilité dans le paysage conflictuel local**, suggérant que les acteurs déjà connus continuent d'occuper les mêmes positions d'influence, sans qu'apparaissent de nouveaux acteurs majeurs susceptibles d'aggraver les tensions. A Kounous, des jeunes malfaiteurs sont identifiés comme nouveaux acteurs sources de conflits : « *Le vol de la part des jeunes qui veulent avoir des motos comme leurs camarades revenus de l'exploitation minière ...* » FGD, Kounous, septembre 2025.

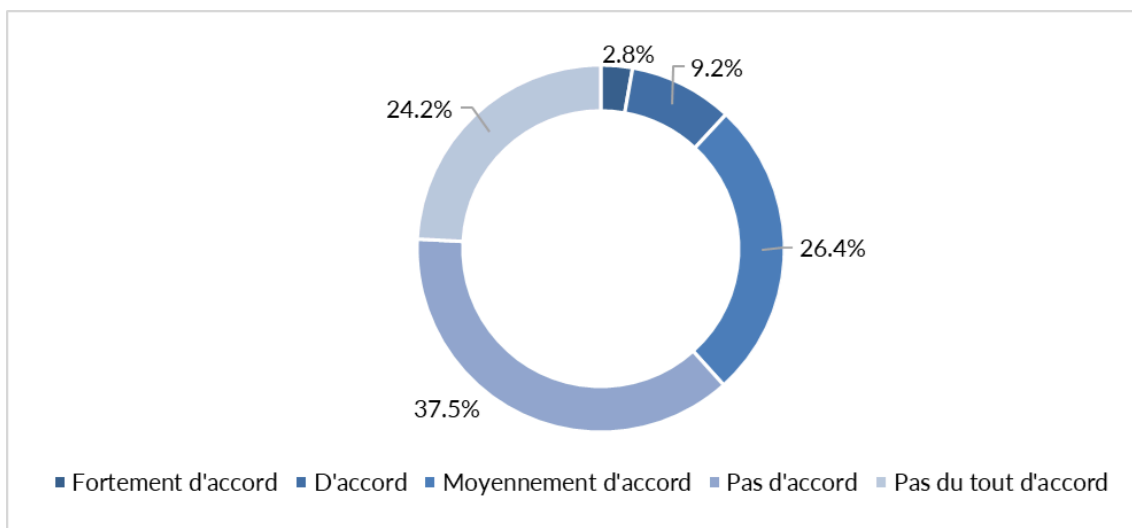
Les résultats de 2024 allaient déjà dans le même sens. En effet, **79,7 % des personnes interrogées** n'avaient pas observé de nouveaux types de défis ou de conflits dans leur communauté, au-delà des tensions historiques et récurrentes. De même, **près de 70 %** ne percevaient pas l'émergence de nouveaux acteurs influents négatifs. Ces résultats montraient une **forte continuité dans la dynamique des conflits** et une **absence de transformations structurelles** dans les rapports sociaux locaux. Cependant, **14,2 % des répondants en 2024** signalaient l'apparition de **nouveaux types de conflits**, notamment le **vol avec violence, le viol, la prostitution liée à la migration des hommes vers le nord, les braquages et les**

agressions armées. Ces éléments illustrent que, même si la majorité des communautés restaient stables, certaines zones connaissent **des mutations sociales et sécuritaires localisées.**

En comparaison, la proportion de répondants qui perçoivent de nouveaux acteurs influents négatifs **reste relativement stable entre 2024 et 2025** (autour de 12 à 14 %), confirmant que **les situations locales problématiques persistent**, mais sans extension significative.

Cette stabilité observée entre 2024 et 2025 est un **signe encourageant** pour le programme **RESPECCT**, qui vise à **renforcer la résilience communautaire et à prévenir l'escalade des conflits.** Les résultats suggèrent que les **efforts menés dans le cadre du programme** contribuent à **freiner l'émergence de nouveaux acteurs perturbateurs** et à **maintenir un certain équilibre social.** À titre illustratif, les femmes de Bering Bering l'expriment en ces termes : « ... *les activités du programme RESPECCT ont réduit beaucoup et significativement les conflits existants dans notre communauté. Notamment, la distribution de cash a diminué le problème des ménages. Les hommes et les femmes ne se battent plus. Cela a également répondu favorablement à tous nos besoins prioritaires ...* » **FGD femmes autochtones, Bering Bering, septembre 2025.**

Toutefois, la **minorité persistante (environ 12 à 14 %)** signalant de nouveaux acteurs ou types de conflits mérite une **attention particulière.** Elle peut indiquer la présence de **poches de vulnérabilité**, souvent situées dans des zones à **forte précarité économique, mobilité accrue ou faible couverture sécuritaire.** Ces zones pourraient constituer des foyers potentiels de résurgence des tensions si elles ne sont pas accompagnées de manière ciblée.



Par ailleurs, à la question : « *Il existe de nouvelles causes/sources/raisons des conflits dans ma région* » (figure ci-dessus), les réponses révèlent une **majorité de désaccords** :

- **61,7 %** des répondants (« pas d'accord » : 37,5 % ; « pas du tout d'accord » : 24,2 %) **ne perçoivent pas l'apparition de nouvelles causes de conflit** dans leur région ;
- **12 %** (« d'accord » : 9,2 % ; « fortement d'accord » : 2,8 %) **considèrent qu'il existe effectivement de nouvelles sources de conflit** ;
- **26,4 %** se déclarent « moyennement d'accord », traduisant une **perception nuancée ou une incertitude** quant à l'évolution des causes conflictuelles.

Ces résultats montrent que la **majorité des communautés perçoit une continuité** dans les causes des tensions, probablement liées à des **facteurs historiques et structurels** déjà connus (accès aux ressources, chefferie, terres, ou rivalités communautaires).

En 2024, une **majorité (55 %) des répondants** ne percevait pas non plus de nouvelles causes

de conflit, tandis qu'une proportion non négligeable (45 %) se disait « modérément d'accord » ou « d'accord ».

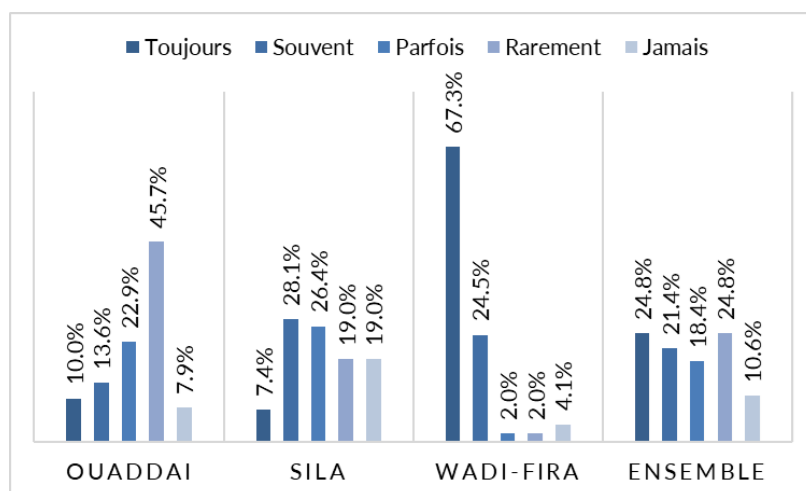
Comparativement, en 2025, la proportion de désaccords **augmente légèrement (de 55 % à 61,7 %)**, indiquant une **perception plus marquée de stabilité** dans les sources de conflit. Autrement dit, de moins en moins de personnes estiment que de nouvelles causes de tensions apparaissent dans leurs communautés.

Cette évolution peut être interprétée comme le **résultat positif d'une meilleure compréhension et gestion des tensions locales**, liée en bonne partie aux **efforts du programme RESPECCT** et de ses partenaires pour **renforcer la cohésion sociale et le dialogue communautaire**.

«*Les activités du programme RESPECCT ont contribué à réduire les conflits existants ...* » FGD femmes Djilim, octobre 2025.

3.5. Sentiment de sécurité contrasté dans l'Est du Tchad : stabilité à Wadi-Fira et vulnérabilité à Ouaddaï et Sila

Les perceptions de sécurité varient fortement selon les provinces :



- **Wadi-Fira** se démarque par un **sentiment de sécurité très élevé** : **67,3 %** des répondants déclarent se sentir *toujours* en sécurité, et **24,5 %** *souvent*. Autrement dit, plus de **9 personnes sur 10 (91,8 %)** affirment se sentir en sécurité de manière régulière. Cela traduit une **stabilité sécuritaire locale** et une **confiance communautaire élevée** dans la protection sociale ou institutionnelle.

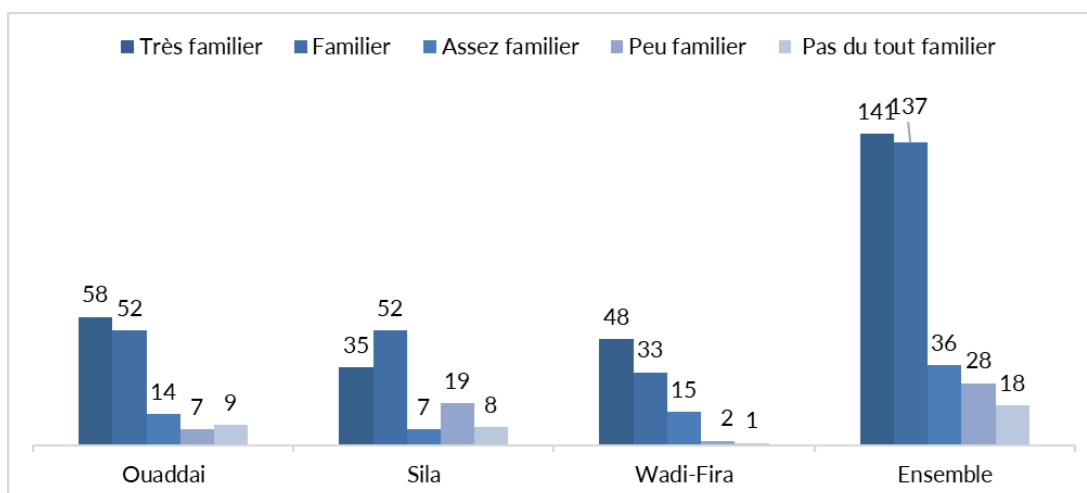
- À l'inverse, la situation est **plus préoccupante dans le Sila**, où seuls **7,4 %** des répondants se sentent *toujours* en sécurité, tandis que **19 %** affirment ne **jamais** se sentir en sécurité et **26,4 %** seulement *parfois*. Ces chiffres révèlent une **insécurité perçue plus marquée**, probablement liée à des **tensions communautaires persistantes**, à la **proximité des zones frontalières sensibles**, ou à des **incidents sécuritaires récents**. « ... *le fait qu'ils se retrouvent dans le camp a réveillé des rancunes contre les autres jeunes ... au soutien des bandits qui sont les éléments déclencheurs des troubles ...* » Représentant des jeunes, Goz Béida, octobre 2025.
- Dans le **Ouaddaï**, les perceptions sont également fragiles : **45,7 %** déclarent se sentir *rarement* en sécurité et seulement **10 %** *toujours*. Cette situation traduit une **inquiétude généralisée** quant à la sécurité personnelle et communautaire.

Dans l'ensemble, les résultats montrent que **près de la moitié des répondants (46,2 %)** se sentent **souvent ou toujours en sécurité**, tandis que **53,8 %** expriment un **sentiment d'insécurité occasionnelle ou fréquente** (*jamais, rarement ou parfois*).

Ces chiffres traduisent une **situation contrastée**, marquée par **des poches de stabilité**

(Wadi-Fira) mais aussi des **zones de vulnérabilité (Ouaddaï et Sila)**.

3.6. Perceptions communautaires du programme RESPECCT : Connaissance, satisfaction générale, risques perçus et opportunités d'amélioration



Les résultats montrent que la **connaissance du programme RESPECCT varie selon les provinces**, mais globalement, **la majorité des répondants déclarent être familiers ou très familiers** avec le programme :

- **Wadi-Fira :**

48 répondants se déclarent *très familiers* (48,5 %), et 33 *familiers* (33,3 %), soit **près de 82 % des répondants ayant une connaissance bonne à excellente** du programme.

Seuls 1 répondant déclare être *pas du tout familier*, indiquant une **couverture informative quasi complète**.

- **Ouaddaï :**

58 répondants (*très familiers*) et 52 (*familiers*), soit **78,6 %** au total. Une proportion plus faible se déclare *assez familier* (14) ou *peu familier* (7), et 9 répondants *pas du tout familiers*.

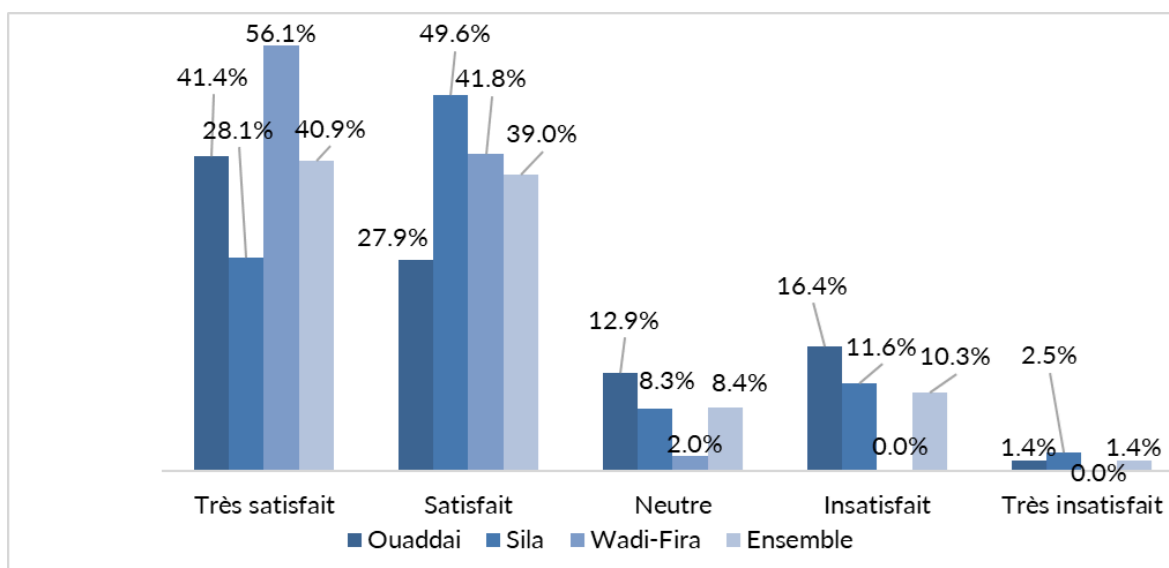
- **Sila :**

35 répondants (*très familiers*) et 52 (*familiers*), soit **72,7 %** au total, ce qui reste élevé mais légèrement inférieur à Wadi-Fira et Ouaddaï. La proportion de répondants *peu familiers* (19) et *pas du tout familiers* (8) est la plus importante, suggérant une **opportunité de renforcer la communication et la sensibilisation dans cette province**.

- **Ensemble :**

- Sur 360 répondants, **141 (39,2 %) se disent très familiers**, et **137 (38,1 %) familiers**, soit **près de 77 %** des répondants ayant une connaissance notable du programme.

- 36 répondants sont *assez familiers*, 28 *peu familiers*, et 18 *pas du tout familiers*.



En **2025**, la majorité des communautés de l'Est du Tchad se déclare **globalement satisfaite** des initiatives du programme RESPECCT. La satisfaction est particulièrement élevée à **Wadi-Fira** avec **56,1 % des répondants très satisfaits** et **41,8 % satisfaits**, soit **97,9 % de satisfaction positive**. Aucun répondant ne se déclare insatisfait à **Ouaddaï**, **41,4 %** sont très satisfaits et **27,9 % satisfaits**, soit **69,3 % de satisfaction globale**, avec **16,4 % d'insatisfaits** à **Sila**, **28,1 %** sont très satisfaits et **49,6 % satisfaits**, totalisant **77,7 % de satisfaction**, avec **14,1 % d'insatisfaits**. Les communautés expriment leur satisfaction en différents termes :

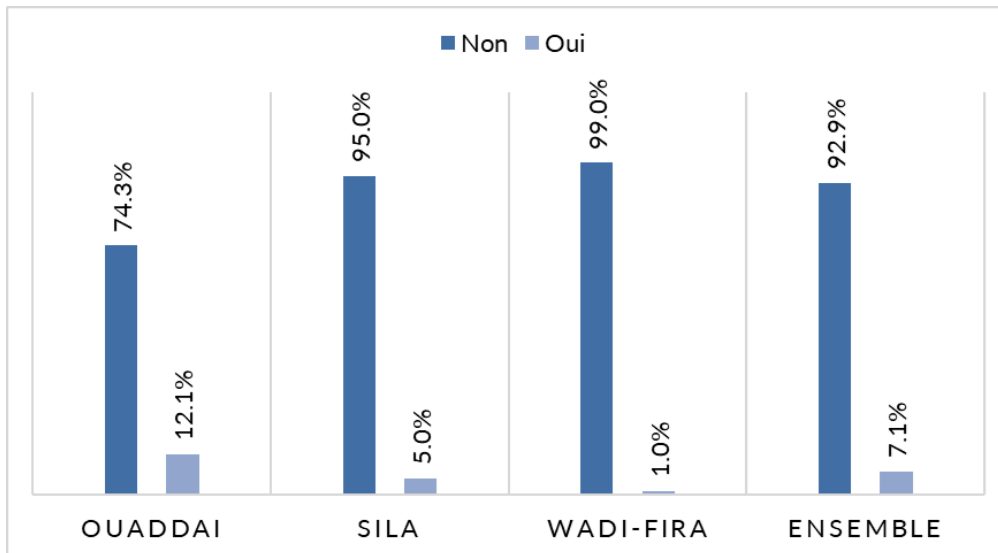
«*Les activités du programme RESPECCT ont contribué à réduire les conflits existants ... ce programme nous donne la parole, nous écoute et il prend en compte nos points de vue. ... Ces activités répondent à nos besoins prioritaires tels que la nourriture, les frais médicaux, les soins pour notre bétail, la scolarisation de nos enfants.*» **FGD femmes Djilim, octobre 2025.**

«*La distribution du cash a permis de réduire la famine au sein des ménages. Grâce à la sensibilisation de la population, certains conflits sont résolus. Mais la question de sécurité et de nutrition est toujours à améliorer.*» **Représentante de femmes, Kounouss, octobre 2025.**

«*Je salue le projet RESPECCT qu'on a lancé ensemble. Il est venu à point nommé. Il a changé le mode de vie et amélioré le quotidien des populations dans les 28 villages où il intervient...*» **SG Préfecture Iriba, septembre 2025.**

En comparaison, les résultats de **2024** montrent que la satisfaction était **globalement positive mais plus faible**, avec **28,9 % des répondants très satisfaits** et **29,4 % satisfaits**, soit **58,3 % de satisfaction totale**. La majorité des communautés percevait alors le programme favorablement malgré leurs besoins multiples.

L'analyse comparative révèle une **progression nette de la satisfaction globale** entre 2024 et 2025. Les initiatives du programme RESPECCT semblent **mieux perçues après un an de mise en œuvre**. Les communautés reconnaissent davantage la **valeur du programme** dans l'amélioration de leur quotidien. Cette évolution souligne l'importance de **maintenir et renforcer les actions du programme** tout en ciblant les provinces où la satisfaction reste modérée telles que **Ouaddaï et Sila**, afin d'obtenir une **perception favorable homogène** dans l'ensemble des régions.



En outre, en **2025**, la majorité des communautés perçoit le programme RESPECCT comme sûr et bien géré. Au niveau global, 92,9 % des répondants ne voient aucun risque, tandis que 7,1 % identifient des risques.

Par province, la perception est similaire. À **Wadi-Fira**, **99 % des répondants** ne perçoivent aucun risque et seulement **1 %** signale un risque. À **Sila**, **95 %** ne voient aucun risque et **5 %** identifient un risque. À **Ouaddaï**, **74,3 %** ne perçoivent aucun risque, et **12,1 %** identifient des risques.

Ces résultats montrent que la **perception de risque reste limitée à une minorité très réduite**, indiquant une **confiance élevée dans la mise en œuvre du programme**. Les provinces de Wadi-Fira et Sila présentent un **niveau de confiance particulièrement fort**, tandis qu’Ouaddaï montre une perception légèrement plus mitigée.

En comparaison avec **2024**, où **5,8 % des répondants** identifiaient des risques, principalement liés à la distribution du cash inconditionnel, et **85,3 %** ne percevaient aucun risque, la situation en 2025 confirme **une stabilité et un renforcement de la confiance** dans le programme, avec seulement une minorité exprimant des préoccupations.

Cette perception positive souligne l’importance de **maintenir la transparence et la communication**, en particulier pour les activités sensibles, afin de **minimiser les risques perçus et consolider l’acceptation du programme**.

4. OPPORTUNITÉS POUR LA PAIX

La mise en œuvre d’un programme selon une approche triple nexus, combinant assistance humanitaire, développement et paix, implique de gérer simultanément des risques et des opportunités. Le programme RESPECCT illustre parfaitement cette dynamique. Malgré son fort potentiel pour générer des changements positifs et renforcer la stabilité dans une région confrontée à des défis persistants, le programme doit également faire face à des risques inhérents, tels que la perception d’injustice dans la distribution des ressources ou le mécontentement lié au sentiment que certaines personnes sont favorisées par rapport à d’autres.

« Les autochtones sont moins privilégiés, car avec l’arrivée des réfugiés, ils sont marginalisés au détriment de ces derniers et ne reçoivent pas les mêmes assistances de la part des ONG. »

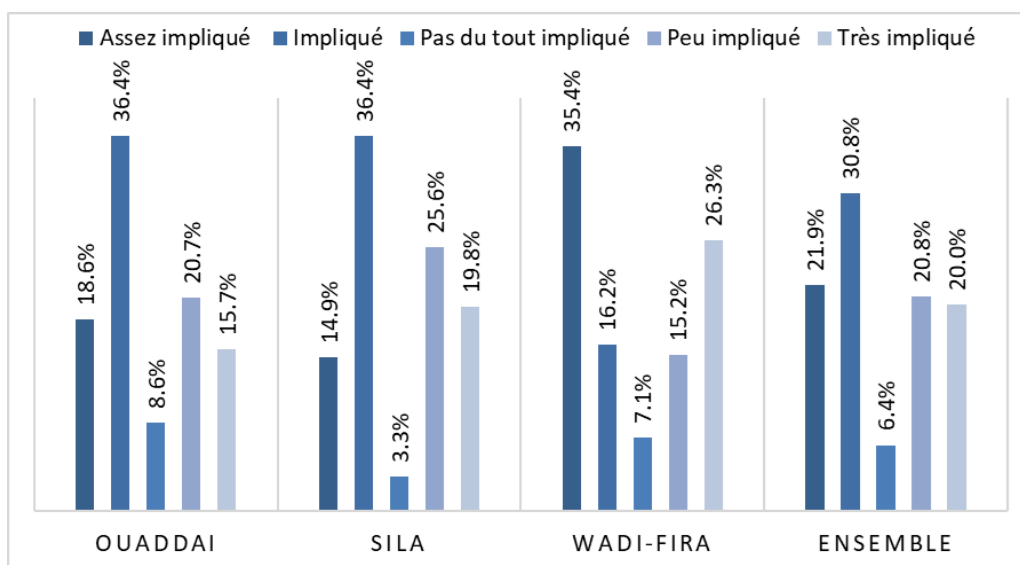
Un Chef de village, septembre 2025.

« ...la distribution de cash et des denrées alimentaires a aidé à résoudre cette vulnérabilité, mais ... n’est pas accessible à tout le monde. » **Une Représentante de femmes, octobre 2025.**

Si ces risques ne sont pas anticipés et gérés avec rigueur, ils pourraient compromettre le succès du programme.

Identifier et exploiter les opportunités clés permet de maximiser l'impact du programme. En prenant en compte ces éléments, RESPECCT peut mieux naviguer dans la complexité de sa mise en œuvre, en s'assurant qu'il répond non seulement aux besoins immédiats des communautés mais contribue également à la paix durable et au développement à long terme de la région.

4.1. Implication des communautés dans la gestion locale, le partage des ressources et le maintien de la paix : évolution 2024-2025



En **2025**, les communautés de l'Est du Tchad se sentent **relativement impliquées** dans la gestion quotidienne, le partage des ressources et le maintien de la paix, avec des variations régionales notables.

À **Wadi-Fira**, **26,3 % des répondants** se déclarent *très impliqués* et **35,4 %** *assez impliqués*, tandis que **16,2 %** se sentent simplement impliqués. Les répondants *peu impliqués* et *pas du tout impliqués* représentent respectivement **15,2 %** et **7,1 %**, indiquant un engagement globalement élevé, surtout pour la participation active et la prise de responsabilités locales.

« *De temps en temps nous sommes impliqués dans la gestion quotidienne et le partage des ressources et le maintien de la paix dans notre communauté, car le chef du village et les sages informent souvent la population des assistances humanitaires et de l'implication des jeunes (Comité d'action Locale).* » **FGD femmes réfugiées, Dimissi, septembre 2025.**

À **Ouaddaï**, **36,4 % des répondants** se sentent *impliqués* et **18,6 %** *assez impliqués*, tandis que **15,7 %** se déclarent *très impliqués*. Les proportions *peu impliqués* et *pas du tout impliqués* sont respectivement **20,7 %** et **8,6 %**, traduisant un engagement modéré mais quelques poches de participation faible.

« *Oui, il y a le partage des ressources. Pour tout ce qui concerne les activités au niveau de notre village, nous sommes toujours impliqués. Tout le monde est impliqué d'ailleurs. Nous n'avons pas de distinction dans notre village. Tous les membres du groupe sont d'accord qu'ils sont toujours impliqués. Donc il n'y a pas de discrimination.* » **FGD hommes autochtones, Djilim, octobre 2025.**

À **Sila**, la répartition est similaire à Ouaddaï avec **36,4 % impliqués** et **14,9 % assez impliqués**.

Les très impliqués représentent 19,8 %, tandis que **25,6 %** se sentent *peu impliqués* et 3,3 % *pas du tout impliqués*. Cette situation montre un engagement global positif mais moins homogène qu'à Wadi-Fira. Les femmes expriment leur non implication en ces termes :

« *Nous ne sommes pas impliquées pour la simple raison que nous sommes des femmes, mais pour le maintien de la paix dans notre communauté, on peut dire qu'on est impliqué. En ce qui concerne les questions d'intérêt, les hommes nous écartent, nous éloignent. Dans le cadre du partage des ressources, toujours les hommes sont les responsables.* » **FGD femmes autochtones Bering Bering, octobre 2025.**

Au niveau global, **21,9 % des répondants** se sentent *assez impliqués*, 30,8 % *impliqués*, 20 % *très impliqués*, 20,8 % *peu impliqués* et 6,4 % *pas du tout impliqués*. La majorité des communautés ressent donc un certain niveau d'implication, même si des efforts restent nécessaires pour mobiliser ceux qui se sentent peu ou pas impliqués.

En comparaison, en **2024, 32 % des répondants** se déclaraient "*très impliqués*" et **28,7 %** "*assez impliqués*", soit un total de **60,7 %** contre **61,7%** en 2025, suggérant que le programme avait réussi à impliquer une majorité de la population informée des activités. Cependant, **39,3 %** ne se sentaient pas du tout impliqués, représentant un risque potentiel de désengagement et limitant l'efficacité du programme dans l'atteinte de ses objectifs de renforcement de la résilience. La comparaison entre 2024 et 2025 montre que le programme a **maintenu un niveau d'implication relativement élevé**, avec une légère augmentation de l'implication « assez » et « très » forte dans certaines provinces. Néanmoins, des efforts ciblés restent nécessaires pour **réduire la proportion de personnes peu ou pas impliquées**, afin de consolider l'engagement communautaire et maximiser l'impact du programme.

Les communautés de l'Est du Tchad perçoivent l'implication favorisée par le programme RESPECCT comme une véritable opportunité de paix et de cohésion sociale. Elles soulignent l'importance de leur participation à travers l'information régulière transmise par les chefs de village, les sages et les comités locaux, ainsi que leur engagement dans les discussions communautaires et la gestion des ressources. Cette implication, qu'il s'agisse des réunions villageoises, du partage d'informations sur l'assistance ou de la mobilisation des jeunes dans les comités d'action locale, renforce la transparence, la confiance et le sentiment de responsabilité collective. Dans plusieurs localités, les membres affirment être « toujours impliqués » dans les activités du village, ce qui contribue à prévenir les tensions, à consolider la cohabitation pacifique et à structurer des mécanismes locaux de maintien de la paix.

Cependant, l'implication reste inégale selon les régions et les groupes sociaux, notamment pour les femmes qui, dans certaines localités comme Bering Bering, déclarent être exclues des décisions liées aux questions d'intérêt ou au partage des ressources. Malgré un niveau d'engagement globalement élevé, ces perceptions montrent la nécessité d'efforts ciblés pour garantir une participation plus inclusive et équitable. Le renforcement des espaces de consultation, la création de comités mixtes, l'implication des femmes dans la gouvernance locale et la promotion d'initiatives communautaires cogérées contribueraient non seulement à améliorer la représentativité, mais aussi à maximiser l'impact du programme sur la prévention des conflits et la consolidation durable de la paix.

4.2. Une population jeune, résiliente et mobile

La **répartition équilibrée de l'âge** des participants, avec **45,8 % âgés de 18 à 35 ans** et **43,6 % de 34 à 59 ans**, offre au programme **RESPECCT** une opportunité précieuse d'**impliquer activement à la fois les jeunes et les adultes d'âge moyen**. Selon l'**Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED)**, le Tchad présente un

taux de chômage élargi de 18,5 %⁴, une situation qui touche particulièrement les jeunes, quel que soit leur niveau d'éducation, et qui est accentuée dans les zones rurales, contribuant ainsi à **l'exode rural**.

Les conclusions de **l'analyse des dynamiques de conflits réalisée en 2023, 2024 et 2025** montrent que les jeunes sont principalement préoccupés par le **manque d'emploi et l'absence d'opportunités de formation professionnelle**.

« ... créer des emplois pour les jeunes afin de réduire leurs aventures dans les exportations minières qui sont très dangereuses. » FGD réfugiés, Kounouss, octobre 2025.

Cette réalité persiste dans les zones ciblées par le programme, soulignant la nécessité d'**actions ciblées pour renforcer l'engagement des jeunes et leur offrir des perspectives concrètes** dans le cadre de RESPECCT.

Pour le programme **RESPECCT**, il s'agit d'une **opportunité stratégique** de **renforcer la résilience communautaire** et de **favoriser la paix** en s'attaquant aux moteurs économiques de la migration. Le programme peut ainsi transformer le **potentiel des jeunes en une force de changement positif**, se positionnant comme un **catalyseur de développement durable et de cohésion sociale** dans l'Est du Tchad.

L'inclusion des jeunes dans les activités du programme peut se traduire par des initiatives concrètes telles que :

- **Formation professionnelle et technique** : Proposer des formations adaptées aux besoins du marché local, telles que la transformation agroalimentaire, l'élevage de petits ruminants ou des métiers techniques comme la maçonnerie et la mécanique.
- **Appui aux activités génératrices de revenus (AGR)** : Accompagner la création de petites entreprises par les jeunes, incluant le commerce (micro-boutiques), l'exploitation agricole ou la fabrication artisanale, en fournissant **des financements de démarrage, du matériel de base et des formations en gestion d'entreprise**.
- **Renforcement des compétences en leadership** : Organiser des ateliers pour développer les aptitudes des jeunes en **leadership, prise de décision et médiation communautaire**, afin de les préparer à un rôle actif au sein de leur communauté.
- **Création de coopératives de jeunes** : Encourager la formation de **groupes ou coopératives** dans des secteurs tels que l'agriculture, l'élevage ou l'artisanat, permettant de **mutualiser les ressources et renforcer le pouvoir économique collectif**.

Cette approche vise à **mobiliser les jeunes comme acteurs clés de transformation**, en leur donnant les moyens d'agir positivement sur leur environnement socio-économique et sécuritaire.

4.3. Exploiter le potentiel des femmes : Un moteur essentiel pour la transformation des communautés dans l'est du Tchad

Bien que des efforts notables aient été déployés cette année pour renforcer la participation des hommes lors du *Conflict Snapshot* de 2025, la majorité écrasante des personnes disponibles dans les ménages demeurait des femmes. Comme en 2024, un déséquilibre marqué entre les

⁴ Perspectives économiques au Tchad. Lien [ici](#).

sexes a été observé au moment de la collecte des données, les femmes étant beaucoup plus présentes. Cette situation traduit une tendance persistante dans la région, largement expliquée par la migration des hommes vers le nord à la recherche d'opportunités économiques, notamment dans l'exploitation aurifère, ou par leur départ prolongé pour des activités pastorales les conduisant à se déplacer avec le bétail en quête de pâturages.

Ce témoignage recueilli illustre bien cette réalité :

« *Les hommes partent dans les carrières d'or, en ville à la recherche des moyens de subsistance. Ils sont pour la plupart des aventuriers. C'est ce qui explique d'ailleurs leur absence remarquable dans le village* » **Un Chef de village, septembre 2025.**

En 2024, les femmes affirmaient :

« *Autrefois, les hommes partaient pour quatre à cinq mois, mais aujourd'hui certains restent jusqu'à deux ans sans revenir, et n'envoient parfois rien à leur famille.* »

Ainsi, les femmes assument désormais seules la gestion des ménages et la majorité des travaux agricoles, mettant en évidence l'impact profond de la migration économique sur la structure démographique et les rôles sociaux. Cette forte présence féminine représente toutefois une **opportunité stratégique** pour le programme **RESPECCT** : les femmes peuvent être mobilisées comme **actrices clés du changement**, et leur autonomisation pourrait produire un **effet multiplicateur** sur le bien-être des familles, le développement économique local et la stabilité sociale, contribuant directement aux objectifs du programme en matière de résilience et de consolidation de la paix.

Comme l'ont souligné plusieurs participants à l'étude, les attentes des populations sont beaucoup plus dans les infrastructures de base les plus au service des femmes et des enfants :

« *Nous voulons que le projet nous construise un centre de santé et une école, si possible. Et de nous créer un forage afin de nous permettre de boire de l'eau potable. Nous voulons également que le projet augmente le nombre de bénéficiaires dans notre village. Si c'est possible d'avoir un magasin communautaire dans le village, ce serait quelque chose qui va soulager toute la population.* » **FGD autochtones, Djilim, octobre 2025.**

« *La première des choses, nous voudrions que le programme nous aide à creuser notre puits, nous facilite l'accès à l'hôpital ou nous en construise. Il faut qu'ils nous augmentent l'aide qu'ils apportent. On a demandé la construction d'une école, la formation aux AGR. Ils nous ont promis cela, mais jusqu'ici rien n'a encore été vu. Plus précisément, pour Search for Common Ground, ils nous ont promis de nous regrouper toutes les ethnies et de nous former dans le domaine de la cohabitation pacifique, mais rien concernant l'apprentissage n'a encore été réalisé.* » **FGD femmes autochtones, Bering Bering, octobre 2025.**

Cependant, l'absence prolongée des hommes continue de limiter leur participation et, par conséquent, l'impact global du programme sur la résilience familiale et communautaire. Pour optimiser les résultats, il est recommandé de mettre en œuvre des **mesures correctives** visant à rétablir un meilleur équilibre entre la participation des hommes et des femmes, tout en valorisant le **rôle central et transformateur des femmes** au sein des communautés.

Recommandations stratégiques :

- Fournir des **formations en leadership, résolution de conflits et prise de décision** pour permettre aux femmes d'assumer des rôles élargis au sein de la communauté.
- Créer des **groupes de soutien et coopératives dirigés par des femmes** pour

encourager la solidarité, l'apprentissage partagé et le soutien économique mutuel, renforçant ainsi la résilience.

- Concevoir des **programmes sensibles à la dimension de genre**, adaptés à la dynamique changeante des rôles des hommes et des femmes, afin de ne pas accentuer involontairement les inégalités.
- Faciliter des **sessions de dialogue communautaire** impliquant les femmes et les principaux acteurs locaux pour aborder les tensions sociales et préparer la réintégration éventuelle des hommes, en alignant les recommandations sur la consolidation de la paix.
- Fournir un **soutien psychosocial ciblé** aux femmes, aux enfants et aux hommes restés sur place afin de répondre aux défis émotionnels et psychologiques liés à l'absence des hommes et de renforcer le bien-être global de la communauté.

5. CONCLUSION

L'analyse des données du conflit snapshot de 2025 sur l'Est du Tchad révèle un contexte à la fois fragile et porteur d'opportunités pour la consolidation de la paix et le renforcement de la résilience communautaire. Les communautés sont confrontées à une combinaison complexe de chocs climatiques, économiques et sociaux, avec une intensification des sécheresses, famines et pressions sur les ressources naturelles, entraînant des tensions entre agriculteurs et éleveurs et accentuant la vulnérabilité des ménages. Toutefois, les interventions humanitaires et de développement, notamment dans les domaines de l'assistance en vivres et en cash, la construction d'infrastructures et le balisage de corridors de transhumance, sont perçues positivement et contribuent à limiter l'aggravation des crises.

Les perceptions communautaires montrent une **stabilité relative dans l'évolution des conflits**, avec une majorité de répondants constatant peu de nouveaux acteurs négatifs ou de nouvelles causes de tensions. Néanmoins, certaines provinces comme Ouaddaï et Sila présentent encore des poches de vulnérabilité, où le sentiment d'insécurité et la fréquence des conflits, bien que modérée, nécessitent un suivi ciblé et des interventions adaptées. La diminution de la perception d'augmentation des tensions avec les réfugiés, comparée à 2024, reflète un impact positif du programme RESPECCT, témoignant de l'efficacité des actions de médiation et de dialogue intercommunautaire mises en œuvre.

Le programme RESPECCT bénéficie d'une **forte reconnaissance communautaire et d'une satisfaction accrue** en 2025 par rapport à 2024. La majorité des répondants se déclare familière avec le programme et considère ses activités comme sûres, bien gérées et pertinentes pour leurs besoins. La confiance élevée dans le programme constitue un atout stratégique pour renforcer l'engagement des communautés et consolider les initiatives de paix et de cohésion sociale.

L'analyse sociodémographique souligne le **potentiel clé des jeunes et des femmes** comme moteurs de transformation sociale et économique. Les jeunes représentent une force mobilisable pour le développement local et la prévention des conflits, à condition de leur offrir des opportunités de formation, de création d'activités génératrices de revenus et de participation au leadership communautaire. De leur côté, les femmes, majoritairement présentes dans les ménages en raison de la migration masculine, constituent un levier essentiel pour l'autonomisation, le bien-être familial et la cohésion sociale, nécessitant des actions ciblées en matière de leadership, de soutien économique et psychosocial et de participation au dialogue communautaire.

Enfin, la combinaison des interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix illustre l'approche **triple nexus** adoptée par RESPECCT. Les résultats de 2025 confirment que, malgré les risques et défis persistants, le programme a su stabiliser les dynamiques locales, renforcer l'implication des communautés et promouvoir des opportunités de développement durable. Pour maintenir et amplifier ces résultats, il reste crucial de :

- renforcer la participation active des communautés moins impliquées ;
- capitaliser sur le potentiel des jeunes et des femmes comme acteurs de transformation ;
- poursuivre les actions de médiation et de gestion des conflits ;
- et adapter les interventions aux disparités provinciales et aux besoins émergents.

Dans ce contexte, RESPECCT se positionne comme un instrument stratégique de résilience, de paix et de développement, capable de répondre aux besoins immédiats tout en contribuant à la stabilité et à la cohésion à long terme dans l'Est du Tchad.

6. RECOMMANDATIONS

#1: Renforcer la résilience des jeunes et la cohésion sociale en les formant au leadership et aux techniques de gestion pacifique des conflits - **Search for Common Ground**.

#2: Soutenir la structuration des groupements de femmes en vue de mutualiser leurs ressources et de générer des revenus durables, en mettant l'accent sur la formalisation de leurs coopératives, la gouvernance transparente, l'apprentissage de la gestion financière et de production, ainsi que la facilitation de l'accès aux opportunités de marché. - **International Rescue Committee (IRC)**.

#3: Mettre en place des services ciblés pour les femmes et enfants (centres de santé, écoles, nouveaux points d'eau potable, services de soutien psychologique, etc.), afin de répondre aux besoins liés à l'absence prolongée des hommes et aux tensions domestiques - **Concern Worldwide et Autorités étatiques**.

#4: Délimiter clairement les couloirs de transhumance et organiser l'accès équitable aux points d'eau déjà existants pour prévenir les tensions entre agriculteurs et éleveurs - **Autorités étatiques et populations**.

#5: Ajuster régulièrement les montants distribués pour tenir compte des fluctuations des prix et des besoins réels des ménages - **International Rescue Committee (IRC)**.

#6: Organiser des forums réguliers impliquant hommes, femmes et jeunes pour promouvoir l'entente, la compréhension mutuelle et l'acceptation des initiatives du programme - **Search for Common Ground**.

#7: Intégrer la dimension genre dans toutes les interventions, en veillant à ce que les activités bénéficient équitablement aux hommes et aux femmes et qu'elles ne créent pas de tensions dans les ménages - **Concern, IRC et Search**.

#8: Développer des programmes adaptés aux spécificités régionales (Wadi-Fira, Ouaddaï, Sila) en tenant compte de la sécurité, de la mobilité et de l'accès aux ressources locales **Concern, IRC et Search**.

#9: Créer ou renforcer des comités de médiation avec des représentants des différentes communautés pour identifier et traiter rapidement les conflits naissants - **Search for Common Ground**.

ANNEXE

[Liste des localités ciblées par le programme RESPECCT](#)

[Rapport du conflict snapshot à l'Est du Tchad 2024](#)

[Rapport d'analyse des conflits à l'Est du Tchad 2023](#)

[TDR de la collecte des données](#)